

2.1

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20240327-323478-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 4 avril 2024

Publié le 5 avril 2024

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 26 MARS 2024
SEANCE DU 27 MARS 2024**

Suite à la convocation en date du 13 mars 2024

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Étaient présents : Salim ACHIBA, Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Grégory BARTHOLOMEUS, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, François-Xavier CADART, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Marie CIETERS, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Frédéric DELANNOY, Sylvie DELRUE, Agnès DENYS, Claudine DEROEUX, Jean-Luc DETAVERNIER, Carole DEVOS, Monique EVRARD, Soraya FAHEM, Marie-Laurence FAUCHILLE, Maël GUIZIOU, Mickaël HIRAUX, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Nicolas LEBLANC, Michel LEFEBVRE, Sébastien LEPRETRE, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Eric RENAUD, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Nicolas SIEGLER, Marie TONNERRE-DESMET, Aude VAN CAUWENBERGE, Anne VANPEENE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Pierre-Michel BERNARD donne pouvoir à Françoise MARTIN, Frédéric BRICOUT donne pouvoir à Anne-Sophie BOISSEAUX, Olivier CAREMELLE donne pouvoir à Frédéric DELANNOY, Christine DECODTS donne pouvoir à Barbara BAILLEUL, Laurent DEGALLAIX donne pouvoir à Valentin BELLEVAL, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY donne pouvoir à Nicolas LEBLANC, Stéphane DIEUSAERT donne pouvoir à Marie SANDRA, Jean-Claude DULIEU donne pouvoir à Maryline LUCAS, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Valérie CONSEIL, Michelle GREAUME donne pouvoir à Charles BEAUCHAMP, Jacques HOUSSIN donne pouvoir à Marie-Laurence FAUCHILLE, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Marie TONNERRE-DESMET, Valérie LETARD donne pouvoir à Christian POIRET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ donne pouvoir à Luc MONNET, Bertrand RINGOT donne pouvoir à Didier MANIER, Frédérique SEELS donne pouvoir à François-Xavier CADART, Sébastien SEGUIN donne pouvoir à Aude VAN CAUWENBERGE, Jean-Noël VERFAILLIE donne pouvoir à Nicolas SIEGLER, Karima ZOUGGAGH donne pouvoir à Max-André PICK.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Benjamin CAILLIERET, Régis CAUCHE.

Absent(e)(s) : Bernard BAUDOUX, Josyane BRIDOUX, Julien GOKEL, Patrick VALOIS.

OBJET : Bilan 2023 de la contractualisation au titre de la prévention et de la lutte contre la pauvreté

Vu le rapport DGAREAS/2024/55

Vu l'avis en date du 18 mars 2024 de la Commission Lutte contre les exclusions, enfance, famille, prévention santé, personnes âgées, personnes en situation de handicap, jeunesse

DECIDE à l'unanimité:

- d'approuver le rapport d'exécution 2023 de la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi ci-joint en annexe ;
 - d'autoriser Monsieur le Président à transmettre à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord ledit rapport d'exécution 2023.
-

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 12 h 11.

57 Conseillers départementaux étaient présents en séance. Ils étaient porteurs de 19 pouvoirs.

Vote intervenu à 12 h 15.

Au moment du vote, 57 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 19

Absents sans procuration : 6

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont pris part au vote : 76 (y compris les votants par procuration)

Résultat du vote :

Abstention :	24 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen – Groupe Communiste et Républicain : Pour l’Humain d’Abord ! – Groupe Écologiste Europe Écologie Les Verts Génération.s)
Total des suffrages exprimés :	52
Majorité des suffrages exprimés :	27
Pour :	52 (Groupe Union Pour le Nord – Mesdames BAILLEUL, DECODTS et DEROEUX ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrits)
Contre :	0

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Affaires Juridiques et de
l'Achat Public,

Eric LECAT

ANNEXE 1

Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi



BILAN FICHES ACTIONS 2023

Hauts-de-France
Département du Nord

FICHE 1.1

INSERTION DES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE / GARANTIE D'ACTIVITE

RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Proposer à chaque personne un accompagnement adapté pour favoriser le retour à l'emploi	1 ^{er} janvier 2019	Quatre ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
<p>Accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein des Maisons Nord Emploi pour faciliter le retour à l'emploi et la montée en compétences des allocataires</p> <p>Budget de 8 794 881 € dont 500 000 euros pour les locaux de l'expérimentation France Travail</p>	<p>→ Fonctionnement des 7 MNE comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'orientation des allocataires du RSA dans les 15 jours - L'accompagnement intensif et individualisé selon les profils (ancienneté dans le RSA, nouveaux entrants, jeunes) par les coachs Primo, coachs Rebond et coachs Jeunes. - La prospection des entreprises et la mise en relation sur les offres collectées - La coordination des parcours d'insertion professionnelle - La coordination de l'appel à projet « insertion et retour à l'emploi » <p>→ « Réussir Sans Attendre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5^{ème} édition de la Semaine « Réussir sans attendre » : 8865 allocataires du RSA présents aux 1471 événements sur tout le Département, 1345 retours à l'emploi et 400 parcours de formation validés (au 15 février) - Actions labellisées « Réussir Sans Attendre » : 100 actions ciblées <p>→ Expérimentation France Travail – volet moyens généraux</p>	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>Tout au long de l'année</p> <p>20 au 24 novembre 2023</p> <p>Tout au long de l'année</p>	<p>Pôle emploi, Région, entreprises, partenaires de l'appel à projet</p>
<p>Partenariat avec Pôle Emploi</p> <p>Budget de 2 243 000 €</p>	<p>→ Convention Pôle emploi / CD59 pour l'accompagnement intensif de 2 380 allocataires du RSA par an, demandeurs d'emploi de plus de 2 ans</p> <p>→ Accompagnement global : binômes de France Travail (ex Pole emploi) avec des travailleurs sociaux départementaux et travailleurs sociaux des opérateurs partenaires du Département</p> <ul style="list-style-type: none"> • 	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p>	<p>Pôle emploi</p>
<p>IAE et ESS</p> <p>Budget de 694 000 €</p>	<p>→ Soutien au l'IAE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de 2 développeurs IAE • Financement de Convergence (Premières heures en Chantier), <p>→ Soutien aux actions innovantes</p> <p>→ Soutien à l'ESS</p>	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p>	<p>DIRECCTE, Entreprises de l'ESS</p>
<p>Accompagnement à la levée de freins psycho sociaux</p>	<p>→ Nouveau : Soutien aux actions d'accompagnement social et ou professionnel avec prise en compte des freins au retour à l'emploi</p>	<p>Opérationnel</p>	<p>Opérateurs de l'appel à projet</p>

Budget de 500 000 €			« insertion et emploi »
SI et relation à l'utilisateur	→ ingénierie et fonctionnement (RH)	Opérationnel	Tous les opérateurs de l'AAP « de l'insertion et du retour à l'emploi »
Budget de 1 958 000 €	→ NordEmploi : <ul style="list-style-type: none"> • Nouveau : CV catchers : en cours de développement côté éditeur → PUBLIK (centre d'appel) → OUIFORM (mobilisation de l'offre de formation) → PARCOURS RSA (dossier unique d'insertion – DUI) <ul style="list-style-type: none"> - Nouveau : diagnostic socio professionnel • Nouveau : Aide en ligne pour les utilisateurs • Nouveau : gestion du fond social européen → ESTIME (simulateur de ressources en cas de reprise d'emploi)	Opérationnel Opérationnel Opérationnel Opérationnel 1er semestre 2024 2024 2024	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD	
Montant prévisionnel 2023	14 189 881 €	7 094 940 €	7 094 941 €	
Montant réalisé 2023	15 101 344 €	7 274 941 €	7 735 260 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de nouveaux entrants	16 220 convoqués 10 456 présents	29 263 convoqués 20 151 présents	28 251 convoqués 18 888 présents	36 688 convoqués 24 156 présents	37 287 convoqués (fin janvier 2024) 23 621 présents
Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	9 936	15 212	11 582	22 928	19 432 (fin janvier 2024)
Nombre total de 1 ^{er} rendez-vous d'accompagnement fixé	9 781 dont 7 782 orientés hors PE	20 151 dont 13 128 orientés hors PE	17 496 dont 12 773 orientés hors PE	20 332 dont 11 117 orientés hors PE	22 492 (fin janvier 2024) Dont 14 464 orientés hors PE
Nombre de 1 ^{er} rendez-vous à 2 semaines ou moins fixés	Donnée non disponible	17 525 dont 10 502 orientés hors PE	15 111 dont 10 374 orientés hors PE	17 567 dont 9 836 orientés hors PE	16 976 (fin janvier 2024) Dont 7 819 orientés hors PE
Nombre total de 1 ^{er} contrat d'engagement réciproque	7 309	9 263	8 963	10 058	11 906 (fin janvier 2024)
Nombre de 1 ^{er} contrat d'engagement réciproque dans les 2 mois	5 698	6 320	6 151	7 443	8 691 (fin janvier 2024)
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité départementale (nouveaux entrants de l'année)	/	7 448	6 345 dont 4 211 CoachEmploi et 2 134 CoachEmploi PE + 2 539 jeunes	8 038 dont 4 310 CoachPrimo 1 528 CoachRebond 2 200 CoachPE	12 230 dont 9 871 dont 5 384 CoachPrimo 4 487 CoachRebond 2 359 CoachPE

Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie départementale	/	2 199 dont 1 407 CoachEmploi et 792 CoachEmploi PE	2 312 dont 1 215 CoachEmploi et 1 097 CoachEmploi PE	4 112 Dont 1 154 CoachPrimo 919 CoachRebond 2 039 CoachPE	7 115 4 756 Dont 2 383 CoachPrimo 2373 CoachRebond 2 359 CoachPE
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global	/	7 511	6 535	5 843	6 917
Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global	/	5 568	4 108	4 916	4 818
Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global	64	67	63	59	59
Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global	17,4 jours	17,7 jours	15,1 jours	15.1 jours	13,4 jours

L'amplification de l'accompagnement des allocataires du RSA a permis au Département :

- d'orienter 12 230 allocataires du RSA vers la garantie d'activité (99 % de l'objectif 2023)
- d'accompagner 7 115 allocataires du RSA au titre de la garantie départementale (95 % de l'objectif 2023)

La 5^{ème} édition de l'opération « *Semaine Réussir Sans Attendre* » du 20 au 24 novembre 2023 a permis :

- la mobilisation de près de 8 900 allocataires du RSA
- la création de 1 471 évènements sur l'ensemble du Département (emploi / formation / levée des freins)
- la mobilisation de 487 entreprises et partenaires
- 1 345 retours à l'emploi et 400 parcours de formation validés (bilan très positif à fin février 2024)

Cette année 2023 a été ponctuée de difficultés liées à la transmission des flux CNAF vers nos systèmes d'information. Les flux transmis par la CAF ont ainsi été erronés puis interrompus pendant près d'un mois. Cela a eu un impact important sur l'ensemble des délais, notamment ceux qui concerne l'orientation, les réalisations des CER, les premiers rdv d'accompagnement,...

FICHE 1.2

INSERTION DES JEUNES : ATELIERS D'INSERTION POUR LES JEUNES EN GRANDE DIFFICULTE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Proposer un accompagnement renforcé à des jeunes de 16 à 25 ans (en lien avec l'accompagnement éducatif et individuel développé au sein des clubs de prévention auxquels ils sont rattachés) très éloignés de la formation, de l'emploi et des dispositifs de droit commun au sein des ateliers d'insertion sociale et professionnelle portés par les clubs de prévention dédiés aux jeunes (encadrement renforcé)</p> <p>Remobiliser, lever les freins périphériques à l'emploi et acquérir des compétences transversales leur permettant à la sortie d'intégrer un emploi ou une formation (accompagnement global)</p>	1 ^{er} janvier 2020	4 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Atelier d'insertion porté par ITINERAIRES à Lille basé sur les travaux de rénovation / chantier bâtiment (ACI)	2023 : accompagnement de 54 jeunes dont - 9 ont un parcours ASE, - 20 jeunes SDF, 8 sous « main de justice » - 6 jeunes ayant droit RSA 46 étaient inscrits à la mission locale.	2023 : action reconduite	Mission locale DIRECCTE CAARUD
Chantier d'insertion (ACI) et ateliers d'insertion et de préformation portés par FCP à Marquette	2023 : accompagnement de 275 jeunes en atelier d'insertion, de préformation et en chantier d'insertion (ACI) dont : - 59 jeunes ayant un parcours ASE - 28 SDF - 33 Sous-main de justice - 33 RSA	2023 : action reconduite	Mission locale DIRECCTE PSAD AEMO

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

INDICATEUR	2022	2023	2024	2025
Montant d'impact prévisionnel 2023	985 694 €	492 847 €	492 847 €	
Montant réalisé 2023	985 694 €	492 847 €	492 847 €	

INDICATEURS

	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de jeunes total accompagnés sur l'année	437	329
Nombre de jeunes sortis dans l'année	207	194
Nombre de jeunes ayant obtenu un CDI, CDD ou contrat apprentissage à la sortie	66	67
Nombre de jeunes ayant poursuivi un parcours en insertion professionnelle (IEJ, CEJ, PACEA)	40	40
Nombre de jeunes ayant engagé une formation en sortie	101	47
Nombre de jeunes / impacts positifs sur le logement	95	54
Nombre de jeunes / impacts positifs sur la santé et les addictions	188	122
Nombre de jeunes / impacts positifs sur la mobilité	276	160
Nombre de jeunes / impacts positifs sur la situation judiciaire	34	19

ELEMENTS DE BILAN COMPLEMENTAIRES / PERSPECTIVES

Pour Itinéraires :

La crise sanitaire et le contexte économique d'inflation ont fortement impacté l'activité des ateliers d'Itinéraires dès la fin de l'année 2022 jusqu'au premier trimestre 2023. La baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du coût des matériaux et les difficultés d'approvisionnement ont freiné considérablement l'acceptation des devis par les clients. Mais le travail réalisé en début d'année a permis de relancer l'activité notamment au moyen de la conclusion de nouveaux partenariats tels que l'ALEFPA. A consolider en 2024.

Il est également d'améliorer notre contribution à la qualification des parcours. En conséquence, l'accent sera mis sur la nécessité de compléter l'activité professionnelle par les formations complémentaires, la participation aux forums emploi et formation mais aussi par des périodes d'immersion dès le démarrage du parcours. Ces actions seront intégrées au temps de travail des salariés en insertion.

Le recrutement d'un encadrant technique en maçonnerie en 2024 permettra de rétablir la capacité d'accueil et de diversifier l'offre d'insertion

Pour FCP : Remarques concernant le déroulé de l'Activité 2023 FCP « Atelier Chantier d'insertion » :

- La majorité des publics accueillis sur les dispositifs (ACI) est allophone et nécessite la mise en place de parcours d'alphabétisation ou de Français Langue Etrangère.
- Des difficultés liées au retard dans le renouvellement des autorisations administratives ont conduit à devoir, pour certain, suspendre le contrat de travail (CDDI) ou l'inscription dans des actions de formation.
- La question du logement (ACI) reste prégnante pour les publics jeunes majeurs accueillis.
- Remise en place d'un partenariat structurel avec l'institut Pasteur pour la réalisation de bilan de santé semestrielle pour les nouveaux entrants (problèmes de santé récurrents)
- Difficultés liées aux modes de garde (femmes jeunes avec enfants) nécessitant l'adaptation des emplois du temps par manque de solution de garde.
- Une part conséquente de jeunes avec parcours ASE et/ou dispositif EVA prise en charge en 2023.

Un constat global de **l'accroissement des difficultés des publics accueillis** (souffrance psychologique) et de leur cumul (justice, formation générale, précarité...) au regard de moyens d'accompagnement constants et de ressources extérieures limitées (pour les besoins de prises en charge psychologiques, pour le logement/hébergement...). Beaucoup de jeunes décrochés à l'entrée du lycée suite à des situations de harcèlement, psycho-trauma, mais aussi de violences (viols, incestes). Augmentation très sensible de jeunes en situation de handicap

Nouveauté 2023 : Mise en place d'un dispositif d'insertion par le numérique pour 12 jeunes faiblement qualifiés sur le quartier QPV de la briqueterie à Marcq-en-Barœul.

Perspectives 2024 : Les axes de développement de notre atelier / chantier d'insertion pour 2024 sont les suivants :

- Renouvellement de la double certification Qualiopi / label APP pour le secteur formation (audit AFNOR)

- Mise en place du nouveau dispositif SEVE (S'Engager Vers l'Emploi) du programme Régional de Formation pour lequel le FCP a été retenu.
- Renouvellement des actions FSE+ et MEL à l'intention des jeunes NEET
- Renouvellement de nos conventions « dispositif convergence » permettant un premier accès à l'emploi des publics les plus éloignés
- Intégration de nos dispositifs dans la logique « **France Travail** » ; réflexion sur l'impact au niveau des publics accueillis et des actions, tant au niveau de la formation que des dispositifs d'Insertion par l'Activité Economique

Renforcement des synergies internes et externes au FCP pour développer les accompagnements partagés et sécuriser les parcours. Renforcement des liens avec les structures de prise en charge psychologique mais aussi ESAT pour l'intégration des publics jeunes TH.

FICHE 1.3

INSERTION DES JEUNES : ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI LES JEUNES SORTANT DE L'ASE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Proposer un accompagnement complémentaire à des jeunes de 16 à 21 sortant de l'ASE et des jeunes en rupture, au travers de plateformes d'insertion socio-professionnelle, pour recréer les conditions nécessaires à l'élaboration d'un projet d'avenir et lever les freins périphériques à l'emploi, de manière originale et moins institutionnelle (notamment travail sur le développement personnel, l'estime de soi).	2021	4 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Mise en place des plateformes Insertion Socio-professionnelle sur les territoires de Lille et des Flandres	<p>Territoire lillois : une plateforme permettant aux jeunes d'accéder à du coaching individuel, des espaces ressources, des ateliers collectifs et des stages d'immersion en entreprise. 67 jeunes ont été accompagnés et 85 ont intégré une session d'accompagnement.</p> <p>Territoire des Flandres : une plateforme à Merville, une équipe mobile et une permanence tous les 15 jours au sein du centre social éducatif d'Hazebrouck. 94 jeunes ont été accompagnés et 80 ont intégré une session d'accompagnement.</p> <p>Développement de plateformes similaires sur les territoires de Tourcoing, Valenciennes et Douai en réflexion.</p>	2023 : action reconduite	Temps de vie
Création de 7 Parcours coordonnés et développement des réseaux de partenaires	Création de 7 Parcours coordonnés avec indicateurs de résultats permettant l'accès à un Pass et correspondant chacun à un axe de travail de l'Insertion Socio-professionnelle : logement, formation et emploi, gestion administrative et budgétaire, accès au numérique, santé, culture et loisirs, bien-être et développement personnel, en lien avec un réseau de partenaires œuvrant dans le champ du bien-être, du sport, de la culture etc..	2023 : action reconduite	Temps de vie

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD59
Montant d'impact prévisionnel 2023	175 000 €	87 500€	87 500€
Montant réalisé 2023	239 606	119 803	119 803

INDICATEURS

	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de jeunes total accompagnés sur l'année	135	ND	161
Nombre de jeunes ayant intégré une session d'accompagnement	44	80	165

FICHE 1.4

INSERTION DES JEUNES : ACCOMPAGNER ET SECURISER L'ACCES A L'AUTONOMIE DES MNA



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Offrir un accompagnement adapté aux MNA sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance en 2021, dans la continuité de la prise en charge menée pendant la minorité, permettant de sécuriser le passage à la majorité et leur parcours d'accès à l'autonomie en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantissant un hébergement à l'Aide Sociale à l'Enfance, en cas de nécessité, le temps de la régularisation administrative et de la mise en œuvre du projet d'accès à l'autonomie - Proposant la poursuite de l'accompagnement en « milieu ouvert », après la sortie des hébergements à l'Aide Sociale à l'Enfance, pour consolider le parcours d'insertion et d'accès au logement autonome au moins jusqu'au 19 ans des jeunes concernés, en lien avec les dispositifs de droit commun 	A partir de fin 2020	2 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Accompagnement de 400 à 600 jeunes majeurs MNA sortants de l'ASE par an	Nouvelle offre d'accompagnement portée par les groupements associatifs TRAJET et GME dédiés à la prise en charge des Mineurs non accompagnés (MNA) pour le suivi de jeunes majeurs MNA, en complément du suivi auprès des autres jeunes MNA assuré par les services départementaux	Action renouvelée en 2023	TRAJET et GME

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	2 892 500€	1 446 250€	1 446 250€
Montant réalisé 2023	2 892 500 €	1 446 250 €	1 446 250 €

INDICATEURS

NOUVEAUX ACCOMPAGNEMENTS JEUNES MAJEURS MNA PAR LES GROUPEMENTS	REALISE AU 30.11.2020 (JEUNES NES EN 2002)	BILAN 2021	2022	2023
		Réalisé au 31.12.21	BILAN	BILAN
Nombre de jeunes MNA devenus majeurs dans l'année (18 ans)	606	607	470	409
Nombre de jeunes majeurs MNA suivis dans le cadre du nouvel accompagnement porté par les groupements associatifs (18 ans et +)	116	561	490 en file active mensuelle en moyenne	443
Nombre de jeunes majeurs MNA accompagnés par le Pôle Droits et Protection des MNA (18 ans et +)	439	195	135 en file active mensuelle	106

Nombre de jeunes avec un logement autonome (18 ans et +)	198	433 (photo au 31.12) 176 (logement privé ou public) 54 (colocation) / 90 (FJT ou RHJ) 6 (internat ou CROUS) 66 (heb chez tiers) 41 (CHRS et CADA)	374 (photo au 31.12) 142 (logement privé ou public) 35 (colocation) / 106 (FJT ou RHJ) 9 (internat ou CROUS) 44 (heb chez tiers) 38 (CHRS et CADA)	399 (Photo au 31/12/2023) 132 Logements privés ou publics 29 Colocations/ 115 FJT ou RHJ 12 internats ou CROUS 74 Hébergés chez un tiers 37 CHRS ou CADA
REVENU ET ACCES AUX DROITS				
Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières (18 ans et +)	378	627 (ressources EVA inclus) 292 (ressources Hors EVA)	571 (ressources EVA inclus) 256 (ressources Hors EVA)	231 316
FORMATION / INSERTION				
Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire	424	643	501	408

ELEMENTS DE BILAN COMPLEMENTAIRES / PERSPECTIVES

- L'augmentation du flux migratoire depuis l'été 2023 a amené le Département du Nord à inciter les jeunes majeurs à quitter plus tôt leurs hébergements pour aller vers des hébergements chez un tiers
- On constate une augmentation du nombre de jeunes majeurs ayant des revenus/ ressources hors EVA. Ces jeunes ont abouti dans leurs études et/ou contrat d'apprentissage et qui ont accédé à des emplois pérennes.
- Projection sur le nombre de MNA qui vont devenir majeurs lors du 1^{er} semestre 2024 : 267 jeunes

Projet 2024 : Augmentation du nombre d'accompagnements des futurs majeurs par le Pôle, dès l'âge de 17 ans, pour renforcer le suivi de la préparation à l'autonomie

FICHE 2 RESORPTION DES FREINS A L'EMPLOI

RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Travailler à la levée des freins qui bloquent les allocataires dans leurs parcours d'insertion : mobilité, garde d'enfants...	1 ^{er} janvier 2021	trois ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
<p>Mobilité à des fins d'insertion professionnelle</p> <p>Budget 285 866 €</p>	<p>> Couverture du territoire par des plateformes de mobilité Mise en place de réponses cohérentes en termes de couverture territoriale et de solutions effectives de mobilité</p> <p>> Poursuivre la coordination partenariale pour garantir une homogénéité et une même qualité de service aux publics allocataires du RSA</p> <p>>Accompagnement des bénéficiaires vers une pratique de la mobilité plus autonome, en proposant des solutions sur mesure, adaptées à chaque situation individuelle et la réalisation de diagnostics individuels à la mobilité permettant aux allocataires d'identifier les freins liés à cette mobilité, trouver des solutions concrètes</p>	Opérationnel	Collectivités, Etat, Pôle emploi
<p>Levée des freins à l'emploi</p> <p>Budget 1 000 030 €</p>	<p>Booster : action ponctuelle permettant d'accélérer l'accompagnement ou de travailler des nœuds particuliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Remobilisation des allocataires ➤ Travail sur la confiance en soi, expression 	Opérationnel	Structures associatives
<p>Réseau d'assistantes maternelles dédiées aux allocataires en insertion</p> <p>Budget 360 000 €</p>	<p><u>Nouveau</u> :</p> <p>Cette action a pris naissance dans l'expérimentation SPIE portée sur le territoire de Roubaix-Tourcoing qui a mis en évidence la difficulté pour les parents de jeunes enfants de répondre à des propositions d'emploi/formation dans de courts délais alors même qu'ils n'ont pas de solutions de garde.</p> <p>Cette action s'inspire de l'expérimentation « accompagnement rénové des allocataires du RSA » en cours sur Tourcoing (notamment sur 2 QPV : Virolois et Epidéme)</p>	En cours de construction	Collectivité, Etat, Pôle Emploi

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	1645896 €	822 948 €	822 948 €
Montant réalisé 2023	1 598 193 €	822 948 €	775 245 €

INDICATEURS

	2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle	ND	487	416	509
Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le Conseil départemental	ND	502	828	851

3 opérateurs sont mobilisés pour la réalisation de l'action relative à la mobilité à des fins d'insertion professionnelle qui a permis l'accompagnement de 509 personnes

Concernée la levée des freins à l'emploi, 9 partenaires ont réalisé 851 mesures de diagnostics et d'accompagnement.

FICHE 3

FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Poursuivre et accentuer l'évolution des pratiques professionnelles, en développant une approche globale des situations des personnes, en les plaçant au cœur de leur action et en leur donnant un rôle de premier plan dans leur parcours.</p> <p>Favoriser une démarche de prévention, en coordination et en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'accompagnement, en s'appropriant les approches collectives et en intégrant les mutations générées par l'entrée du numérique dans l'exercice professionnel.</p>	1 ^{er} janvier 2021	3 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT		PARTENAIRES
Coordination avec les partenaires	Rencontre Etat, CNFPT, CD59 pour présenter les nouvelles actions de formation proposées par le CNFPT et la possibilité de conventionner sur des actions de formation spécifiques	En cours	Etat, CNFPT
Plan de formation des travailleurs sociaux – Actions CNFPT Formation de 370 travailleurs sociaux sur 3 ans, sur 7 actions de formation en lien avec les 6 thématiques	Formations programmées en 2023 : > L'accompagnement social par la promotion des potentiels des personnes (4,5 jours) - suite / 29 agents > Le territoire, ancrage de la solidarité (2 jours) / 48 agents > réalisé sur la période de 3 ans : 289 agents formés	Programmation 2023 : formation de 102 agents	CNFPT
Plan de formation des travailleurs sociaux – Actions faisant l'objet d'un financement spécifique	> L'accompagnement global à destination des Travailleurs sociaux, des opérateurs à projet et de Pôle Emploi	Programmation 2022-2023 : 90 agents + 111 agents des partenaires(Département et partenaires)	CNFPT

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	40 000 €	20 000 €	20 000 €
Montant réalisé	40 000 €	20 000 €	20 000 €

INDICATEURS

	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de personnes formées par des formations figurant sur le catalogue CNFPT, par thématique :	140	102
> Numérique	Dont 36	
> Participation des personnes	12	
> Développement social	39	
> Aller vers	41	
> Territoires	0	
> Insertion socio-professionnelle	12	
Nombre de personnes formées par des formations faisant l'objet d'un financement spécifique, par thématique :	0	201
> Numérique		
> Participation des personnes		
> Développement social		
> Aller vers		
> Territoires		
> Insertion socio-professionnelle		

FICHE 4 : Premier accueil social inconditionnel de proximité (PASIP)



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Mettre en place un répertoire de tous les lieux utiles aux personnes en situation de précarité (accueils de jour, douches, cours de français, distribution alimentaire, permanences juridiques, etc.). La base de données, mise à jour régulièrement, est ensuite mise à la disposition de ses utilisateurs via plusieurs supports numériques.	1 ^{er} janvier 2023	Un an

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rendre accessible toutes les données d'accès à un accueil social pour les Nordistes et les professionnels	conventionnement	2023	UDCCAS, URIOPSS, SOLINUM

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	25 000 €	5 000 €	20 000 €
Montant réalisé 2023	25 000 E	5 000 €	20 000 €

INDICATEURS

	BILAN 2023
Nombre de connexion mensuel	9 000
Nombre de structures répertoriées sur le site	731

Commentaires :

95 747 recherches faites sur le site Soliguide

Une proposition d'intégration de toutes les permanences du Service Social de Proximité est en cours de réalisation

FICHE 5

METTRE EN PLACE DES MARAUDES MIXTES ETAT/ASE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
L'expérimentation porte sur deux volets : > la résorption des bidonvilles (métropole) > la création d'une équipe mobile d'éducateurs de rue sur le denaisis	1 ^{er} janvier 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Mettre en place 2 équipes mobiles spécialisées, sur des territoires ciblés	> 1 équipe (DTML-DTMR) avec la Sauvegarde pour des interventions sur les bidonvilles de la Métropole Européenne de Lille Financement d'un poste de référent « protection de l'enfance » à compter du dernier trimestre 2021 ; Missions : <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du partenariat avec la CRIP, - médiation en amont ou aval des procédures administratives et judiciaires, - mise en place d'actions de formation pour les professionnels de la protection de l'enfance, - repérage et accompagnement des enfants en mendicité, - mise en place d'actions collectives à destination des familles 	Action renouvelée en 2023	Sauvegarde du Nord
	> 1 équipe (denaisis) de 3 éducateurs de rue avec la CAPEP : jeunes en situation de marginalité ou en voie de marginalisation.	Action renouvelée en 2023	CAPEP

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	203 158 €	101 579 €	101 579 €
Montant réalisé 2023	203 158 €	101 579 €	101 579 €

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de premiers contacts établis (nouvel indicateur 2021)	ND	CAPEP : 680 Sauvegarde : ND	CAPEP : 687 (11 – 25 ans) Sauvegarde du Nord : 21 maraudes par mois, soit 42 ménages différents chaque mois	CAPEP : 363 (11 – 25 ans) 272 séquences de maraudes Sauvegarde : 25 maraudes par mois, soit 38 familles différentes
Nombre de familles et d'enfants suivis	429	CAPEP : 285 jeunes Sauvegarde : 79 enfants	CAPEP : 299 jeunes Sauvegarde : 87 enfants	CAPEP : 192 Sauvegarde : 101 enfants
Nombre de mises à l'abri de familles et d'enfants	24 familles 84 personnes	ND	CAPEP : 6 jeunes majeurs et 1 jeune mineur sans domicile + 30 en dehors du domicile parental (16 majeurs + 14 mineurs) Sauvegarde : 33 familles 100 personnes	CAPEP : 1 jeune majeur sans domicile (sortie sèche ASE) + 8 jeunes en dehors du domicile parental et en hébergement non stable (5 majeurs + 3 mineurs) Sauvegarde : 44 familles 150 personnes
Nombre d'ouvertures de droits pour les enfants et les familles	123	ND	CAPEP : 90 familles Sauvegarde : 124	CAPEP : 38 familles Sauvegarde : 71
Nombre de mesures de protection de l'enfance mises en œuvre	37 AEMO	ND	CAPEP : 77 mesures (en cours ou mis en œuvre) Sauvegarde : 23 situations / CRIP 7 familles accompagnées en audience 22 temps médiation entre familles et services mandatés 24 entretiens parentalité	CAPEP : 37 mesures (en cours ou mis en œuvre) Sauvegarde : 17 situations / CRIP 3 familles en audience 13 médiations entre familles et services 21 accompagnements PMI

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DE BILAN / PERSPECTIVES

- L'interconnaissance avec les jeunes non connus est davantage acquise sur les territoires. Les premiers contacts sont toujours opérationnels mais plus harmonisés à la baisse par ces interconnaissances accomplies.
- Les réalités et situations des jeunes accompagnés.e.s sur 2023, furent davantage aggravées et impactées par les multiples précarités (scolaires, éducation, culturelle, sociales). Les questions de Protection de l'Enfance et des besoins fondamentaux de l'enfant, furent une dimension de travail éducatif en fort besoin de déploiement. Les relations éducatives furent denses et davantage mobilisables.
- Les éducateurs ont eu la tâche de s'inscrire et d'inscrire leurs poste et missions dans plusieurs dimensions locales de coopération, de concertation et de collaboration partenariale :
 - L'équipe a ainsi participé aux instances et réseaux locaux engagés avec les structures de Maison Nord Solidarités du Denais (GSE Lourches, Groupe Acteurs Jeunesse Denain, ...).
 - Les maraudes ou séquences de travail de rue des éducateurs ont pu s'accomplir avec des professionnels relevant d'autres champs professionnels ou d'autres missions (Psychologue de rue, Médiateur Insertion Jeune, Médiateur Scolaire, Référent Jeune, ...).

FICHE 6 PREVENTION SPECIALISEE : RENFORCER L'INTERVENTION SPECIALISEE DANS LES COLLEGES DU SUD DU DEPARTEMENT POUR EVITER LE DECROCHAGE SCOLAIRE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Renforcer la prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire et prévenir les placements à l'aide sociale à l'enfance des adolescents en rupture familiale	1 ^{er} janvier 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Financement des 30 postes ALSSES créés	Tous les postes sont créés Accompagnement / formation / prise de poste	2021	Education nationale, clubs de prévention
Accompagnement et bilan de l'activité des postes ALSSES	Bilan et accompagnement des postes ALSSES en lien avec le service jeunesse et l'APSN	Action renouvelée en 2023	Clubs de prévention - APSN

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	1 560 000€	363 446€	1 196 554€
Montant réalisé 2023	1 560 000 €	363 446€	1 196 554 €

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2021/2022	BILAN 2023
Mise en œuvre effective des postes d'ALSSES	41	63	74 collèges couverts 73 postes déployés	Les 73 postes ALSSES ont accompagné 2 960 jeunes collégiens	ND - en attente d'éléments

FICHE 7 MAISONS DES PARENTS



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Soutenir les parents dans l'exercice de leur autorité parentale, dans le cadre de la prévention précoce.	1 ^{er} janvier 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER
Ouverture de 4 Maisons des parents	> Valenciennes, Douai > Tourcoing antenne Roubaix > ouverture de la Maison des Parents du Cambrésis	2019 2021 2022
Déploiements d'actions ciblées de prévention et d'une offre de service spécifique aux besoins des territoires	Définition et mise en œuvre de plans d'action par Maison des Parents, en lien avec les DTPAS et les partenaires locaux	Action poursuivie en 2023

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	800 000€	400 000€	400 000€
Montant réalisé 2023	800 000€	400 000€	400 000 €

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de sollicitations	154	371	721	986	1083
Nombre de rencontres individualisées à destination :	229	686 (parents/parents- enfants)	988 (parents/parents- enfants)	1 378	1778
Des parents	31				
Des enfants	29	325	875	385	
Entretiens familiaux					288
Nombre de participants aux actions collectives	329	332	539	7 634	11 136
Nombre de rencontres partenariales	135	169	419	574	573

ELEMENTS DE BILAN COMPLEMENTAIRES /PERSPECTIVES

Cette année 2023 a été marquée, pour les 4 MDP, par la continuité de leur déploiement sur les territoires et notamment sur les zones dites « blanches ». Leurs missions semblent désormais repérées par les partenaires.

Les plans d'actions se sont précisés autour des axes « parentalité et handicap », « prévention précoce », « santé bien-être », « prévention des violences », et « adolescence ».

La mise en place d'une gouvernance territoriale se développe progressivement avec pour chaque dispositif un comité de parents, et pour 2 d'entre eux un comité technique et de pilotage. L'appui aux professionnels des territoires, sous différentes formes, s'enracine (sensibilisation, formation, interconnaissance...).

Pour les perspectives 2024, les Maisons des parents souhaitent poursuivre et affiner les actions déjà engagées en 2023, en toute complémentarité avec le future Schéma Départemental des Services aux Familles en cours d'écriture.

La mise en place de la gouvernance partagée (*parents, département, CAF, Education nationale, Etat, Agglomérations, milieux associatifs, communes...*) permettra un état des lieux actualisé de chaque territoire et d'ajuster les plans d'actions au regard des trois missions que sont l'information-orientation, le soutien direct aux familles, et l'appui aux professionnels du territoire. D'autre part, elles ont pour ambition de développer un axe de prévention innovant dans le soutien aux dispositifs et aux familles concernées de la protection de l'enfance dans le champ du judiciaire.

FICHE 8

PROPOSER A CHAQUE MAJEUR ISSU DE L'ASE UN ACCOMPAGNEMENT



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION
Accompagner 130 jeunes majeurs dès 2019 et préparer leur autonomie en mobilisant les dispositifs d'insertion professionnelle et d'accès au logement	1 ^{er} janvier 2019
En complément, accompagner 90 jeunes en 2019 afin de leur garantir un accès à un logement (modes d'accompagnement, appropriation du logement et projet personnel)	1 ^{er} janvier 2019
Depuis 2020, le Département applique le « zéro sorties sèches » de l'ASE + le « droit au retour » pour les jeunes majeurs ayant eu un parcours ASE (cf : <i>délibération Entrée dans la Vie Adulte (EVA) du 28 septembre 2020</i>). Les demandes d'accompagnement formulées par les jeunes après leur majorité ne sont pas refusées par le Département et le maintien du lien est recherché.	A partir de 2020

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023 (accompagnement logement)	2 059 027€	1 029 513€	1 029 514€
Montant réalisé 2023	2 203 528€	1 101 764€	1 101 764€
Montant prévisionnel 2023 (prévention des sorties sèches))	517 216€	258 608€	258 608€
Montant réalisé 2023	457 215€	228 608€	228 608€

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
PRESERVATION DU LIEN DE REFERENCE				
Nombre de jeunes devenus majeurs dans l'année	1 154	1 539 Dont 607 MNA	1 448 Dont 470 MNA	1 435 jeunes, Dont 409 MNA
	Cohorte DTML : 187	Cohorte DTML 167	Cohorte DTML = 163	
Nombre de jeunes pris en charge dans le cadre du référentiel	975 Cohorte DTML : 128	1 165 jeunes en EVA à 18 ans (Dont 511 MNA)	1 083 nouveaux bénéficiaires d'EVA à majorité en 2022	1 118 nouveaux bénéficiaires, (78 % des jeunes devenus majeurs) dont 298 MNA

(par le département)		<p>Cohorte DTML = 160</p> <p>20 % des jeunes qui ne sollicitent pas un EVA à 18 ans, bénéficient d'un autre soutien</p> <p>5% des jeunes pour lesquels l'ASE n'a plus de contact à 18 ans</p> <p>Au total, 3 246 jeunes majeurs ont eu au moins un EVA dans l'année 2021</p>	<p>(75%) dont 278 MNA Cohorte DTML = 130 jeunes</p> <p>33 jeunes n'ont pas fait de demande EVA à 18 ans, soit 20%. Sur ces 33 jeunes, le contact a été perdu avec 5 jeunes. Pour les autres, une autre solution d'hébergement ou un autre accompagnement est identifié (centre maternel, suivi PJJ, incarcération, domicile parental, ...)</p> <p>Au total, 2 740 jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA tout ou partie de l'année 2022, dont 869 MNA</p>	<p>Cohorte DTML = 148 jeunes</p> <p>39 non demandes (26% des jeunes) Sur ces 39 jeunes, le contact a été perdu avec 6 jeunes. Pour les autres, une autre solution d'hébergement et d'accompagnement a été identifiée.</p> <p>Au total, 2 955 jeunes majeurs ont été bénéficiaires d'EVA toute ou partie de l'année 2023, dont 916 MNA.</p>
Nombre de jeunes ayant pu choisir leur personne lien au moment de la contractualisation	Chaque jeune a un référent mais la personne lien n'a pas été mise en place à cette date	<p>339 jeunes ont désigné une personne « Lien » en plus du référent départemental</p> <p>DTML = 95</p>	473 jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2022 ont une personne lien	352 jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2023 ont une personne lien

ACCES AU LOGEMENT

Nombre de jeunes avec un logement stable	<p>Données sur total des 18-21 ans : 1 586</p> <p>Sur les jeunes de 18 ans 917 (sur les 975)</p> <p>Cohorte DTML : 177 :</p> <p>31 jeunes en logement autonome</p> <p>97 jeunes en hébergement ASE-PJJ-EMS</p> <p>1 en résidence universitaire</p> <p>48 retours famille</p> <p>10 pertes de Contact</p>	<p>Au total des 18 ans sortants ASE : 1 460</p> <p>Cohorte DTML = 160</p> <p>24 jeunes en logement autonome</p> <p>87 jeunes en hébergement ASE-PJJ-EMS</p> <p>1 résidence univ</p> <p>46 retours famille</p> <p>7 pertes de contact</p>	<p>Sur l'ensemble des jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2022, 1219 jeunes ont un hébergement stable (hors MNA / voir fiche MNA)</p> <p>Dont :</p> <p>552 jeunes en hébergement ASE</p> <p>52 en établissement médico-social</p> <p>214 Résidence Habitat Jeunes</p> <p>17 logement CROUS</p> <p>6 internat scolaire</p> <p>95 parc privé</p> <p>71 parc social</p> <p>243 hébergés chez un tiers</p>	<p>Sur l'ensemble des jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2023, 927 jeunes (hors MNA) ont un hébergement/logement stable, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hébergement ASE = 464 jeunes - établissement médico-social = 49 jeunes - RHJ = 98 jeunes - CROUS = 17 jeunes - Internat scolaire = 2 jeunes - Parc privé = 58 jeunes - Parc social = 39 jeunes - CHRS = 9 jeunes - Chez un tiers = 194 jeunes <p>823 Jeunes MNA ont un hébergement/logement stable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hébergement ASE = 169 jeunes - RHJ = 169 jeunes - CROUS = 14 jeunes - Internat scolaire = 7 jeunes - Parc social = 44 jeunes - Parc privé = 245 jeunes - CHRS = 53 jeunes - Chez un tiers = 122 jeunes
--	--	--	--	---

REVENU ET ACCES AUX DROITS				
Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières	Données sur total des 18-21 ans : 1 402 901 (sur les 975) Cohorte DTML :60	1 165 jeunes a minima à 18 ans, via EVA DTML = 131	1240 jeunes ayant des ressources - EVA 3 : 553 - Allocation mensuelle EVA 2 : 537 - Bourses d'études : 43 - En emploi et alternance : 60 - Dispositif d'insertion : 9 - Formation : 8 - Allocation chômage : 5 - AAH : 24 - RSA : 1	Sur l'ensemble des jeunes majeurs accompagnés, 1 730 jeunes ayant des ressources Ressources des jeunes accompagnés par les Directions Déléguées (924 jeunes) : - EVA3 = 464 jeunes - EVA2 = 299 jeunes - AAH = 22 jeunes - Allocation chômage = 7 jeunes - Dispositifs d'insertion = 45 jeunes - Bourses = 20 jeunes - Salaires = 66 jeunes - RSA = 1 jeune Ressources des jeunes accompagnés par le Pôle MNA (806 jeunes) : - EVA3 = 4 jeunes - EVA2 = 321 jeunes - AAH = 2 jeunes - Allocation chômage= 9 jeunes - ADA = 1 jeune - Bourses = 27 jeunes - Salaires = 440 jeunes - RSA= 1 jeune - Dispositif d'insertion = 1 jeune
SCOLARITE - INSERTION				
Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire	1 100 812 (sur les 975) Cohorte DTML : 80	DTML = 147 28 % scolaires, 20 % en cours de définition de projet ou dispositif mission locale (GJ, EPIDE...), 16 % handicap, 14 % étudiants, 16 % salariés, 6 % centres maternels	1 097 jeunes en parcours d'insertion (hors MNA) Scolarité : 460 Alternance/apprentissage : 106 Dispositif d'insertion : 95 Service civique : 17 Emploi : 78 Formation : 96 Recherche d'emploi : 187	Jeunes accompagnés par les Directions Déléguées : - En scolarité = 395 jeunes - Alternance/apprentissage = 85 jeunes - Etudes supérieures = 56 jeunes - Formation = 45 jeunes - Dispositif insertion = 87 jeunes - NEET = 66 jeunes - Emploi = 51 jeunes - Recherche active d'emploi = 130 jeunes Jeunes accompagnés par le Pôle MNA : - En scolarité = 233 jeunes - Alternance/apprentissage = 300 jeunes - Etudes supérieures = 17 jeunes - Formation = 15 jeunes - Dispositif insertion = 8 jeunes - NEET = 32 jeunes - Emploi = 153 jeunes - Recherche active d'emploi = 71 jeunes

Faciliter l'accès au logement



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Faciliter l'accès au logement des jeunes sortants de l'ASE en développant de nouvelles initiatives : soutien aux nouvelles offres de logements adaptés aux jeunes ; démarches visant à faciliter l'accès au logement social ; actions d'aide à l'installation	1 ^{er} janvier 2019	4 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Démarches visant à accompagner les jeunes dans leur insertion et dans l'accès au logement	> Projet ARELI – 10 jeunes de l'aide sociale à l'enfance sur la Métropole. Accompagnement renforcé et hébergement de jeunes très en rupture (SDF, cumul de difficultés, addictions, prostitution, santé mentale).	2021 – 2022 (démarrage du projet en septembre 2021).	ARELI
Aide à l'installation et accompagnement au sein du logement	> Mise en œuvre d'une Banque Solidaire de l'Équipement : soutien à l'association Emmaüs Défi pour le développement d'une antenne sur la Métropole lilloise > Déploiement territorial à prévoir en 2022 > Kit d'emménagement pour les jeunes - aide au démarrage	Action renouvelée en 2021 et 2022	Emmaüs
Accès au logement, préparation à l'autonomie et accompagnement dans le logement	> Captation de logements (territoire Roubaix-Tourcoing / Métropole Lille) par le biais de partenariats avec des bailleurs sociaux > Dispositif « case départ » (appartement école pour des mises en situation) > Actions collectives en lien avec les démarches d'accès au logement autonome (90 heures d'accompagnement)	Action renouvelée en 2023	AMFD
Démarches visant à faciliter l'accès au logement social Objectif : 100 jeunes	Mise en place d'une procédure et d'une organisation permettant de fluidifier et de faciliter l'accès des jeunes au parc social de Partenord	Action renouvelée en 2023	Partenord Habitat

INDICATEURS

NOMBRE DE JEUNES SOUTENUS DANS L'ACCES AU LOGEMENT	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de jeunes ayant accédé à un logement du parc social (Partenord et autres bailleurs)	80 jeunes (48 Partenord / 32 autres bailleurs)	120 74 Partenord au 31/10/22 146 relogements chez d'autres bailleurs	117 56 Partenord 61 autres	Janvier-août 23 : Partenord = 37 Autres bailleurs = 24 Sept 23 : 228 jeunes en attente d'un logement social
Nombre de jeunes ayant bénéficié de l'intermédiation sociale OSLO et GRAAL et accédé à un logement autonome	Déploiement 2021	GRAAL : 11 accompagnements en cours (démarrage en juillet 2021 Données arrêtées au 15/11/2021) 6 diagnostics en cours Oslo : en attente du comité de pilotage.	GRAAL : 57 jeunes accompagnés sur l'année 12 relogements OSLO : fin d'	GRAAL : 72 jeunes accompagnés sur l'année (19 sont en sous location, dont 5 situations pour lesquelles le glissement pourrait être envisagé à court terme ; 1 jeune a accédé au parc social en bail direct avant glissement ; 2 abandons).
Nombre de jeunes ayant accédé aux nouvelles offres logement (ARELI)	Déploiement 2021	8 (entrée de 2 jeunes supplémentaires en cours)	10	10
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une aide à l'installation	23 jeunes de moins de 25 ans dont 8 en parcours ASE (depuis fin août 2020)	82	16	35
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un logement dans le cadre du projet AMFD	29	32 jeunes accompagnés 4 sorties du dispositif	37	40

Préparer et soutenir les jeunes sortants de l'ASE dans leur parcours d'accès à l'autonomie



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Renforcer la préparation à l'autonomie des jeunes pendant la minorité et accompagner l'accès au logement à la majorité en développant et diversifiant les actions et les partenaires	1 ^{er} janvier 2019	Action continue

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Développement des pratiques professionnelles de repérage et d'accompagnement des jeunes en risque de rupture	Déploiement des formations actions sur l'utilisation du Carnet de vie menées sur vers les territoires	Action renouvelée en 2023	Association Laisse ton empreinte
Renforcement des articulations avec les partenaires	Elaboration d'un protocole partenarial relatif à l'autonomie des jeunes issus de l'ASE et de la PJJ : mise en place d'un groupe de travail interinstitutionnel et avec les têtes de réseaux associatives. Mise en place d'un groupe de travail AREFIE – missions locales et département pour favoriser la mobilisation de l'offre de services des Missions locales en faveur des jeunes accompagnés par les services départementaux, notamment les jeunes accompagnés dans le cadre de l'ASE (démarrage en novembre 2021).	Démarche poursuivie sur l'ensemble de la période	Etat (DDETS, PJJ, EN, ARS) ; Région (apprentissage, projets transversaux), CAF, CPAM, FCSN, URHAJ, URIOPSS, APSN, AREFIE, CNAPE
Préparation à l'autonomie à partir de logements diffus en baux glissants ou à partir des lieux de vie des jeunes	> Sambre : service d'accompagnement en appartement pour grands adolescents à Berlaimont 4 places en diffus > Douaisis : ouverture d'un service d'autonomie de 5 places en baux glissants > Cambrésis : ouverture d'un service d'autonomie de 5 places en baux glissants	>10 jeunes en 2023 (12 prises en charge) >11 jeunes en 2023 (11 prises en charge) > 8 jeunes en 2023 (8 prises en charge)	> EPDSAE > EPDSAE > EPDSAE

	<p>> Cambrésis : diversification offre 16-18 ans - 10 places en diffus en baux glissants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 places en 2020 - 6 places en 2021 - 9 places en 2022 <p>> Littoral : accompagnement global de 25 jeunes par an vers logement autonome (Action logement des jeunes)</p>	16 jeunes accueillis en 2023	ARPE
			AFEJI
	<p>> Accompagnement social pour l'insertion des 17-25ans par le maintien d'une offre d'hébergement plurielle à Valenciennes (16 places)</p> <p>> Mise en place d'un dispositif d'accompagnement spécifique dédié aux situations complexes (12 + 4 jeunes) sur la Métropole, adossé au centre de formation Albert Châtelet</p>	<p>- Orientation vers les dispositifs de droit commun pour les jeunes majeurs : centre d'hébergement, logement autonome.</p> <p>- Réorientation des jeunes de 16-18 ans vers des logements diffus semi-autonomes : service de suite.</p>	ALEFPA
			ALEFPA

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de jeunes concernés par la préparation à l'autonomie à partir de logements autonomes	58 jeunes accompagnés en décembre 2020	85 AFEJI 46 ALEFPA 11 EPDSAE 18 ARPE 10	103 AFEJI 40 ALEFPA 32 EPDSAE 19 ARPE 12	85 AFEJI 38 ALEFPA 2 EPDSAE 29 ARPE 16
Nombre de jeunes ayant participé aux actions collectives	ND	72	46	36

Maintenir le lien et le soutien apporté aux jeunes après leur sortie des hébergements de l'ASE

RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION
Organiser le maintien du lien et le soutien aux jeunes issus des hébergements de l'ASE pour sécuriser leur parcours d'insertion et d'autonomie après leur sortie, à partir des services les ayant accompagnés dans leur minorité	1 ^{er} janvier 2020

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Nouveaux accompagnements et soutiens proposés par les services de protection de l'enfance pour les jeunes majeurs sortis de leurs services	<ul style="list-style-type: none"> > Métropole Lille et Hazebrouck - « Etayage » : accueil et lieu ressource pour les jeunes qui ont quitté l'établissement ; équipe dédiée à disposition de jeunes issus de l'ASE sur la Métropole et les Flandres. > Tourcoing - Mesures de soutien et d'accompagnement vers la vie adulte pour les jeunes qui ont quitté l'établissement > La Touline : accompagnement de 92 jeunes post parcours ASE > Accompagnement de 43 jeunes en 2023 	Actions renouvelées en 2024	SPReNe Home des Flandres Apprentis d'Auteuil SOS Village d'Enfants

INDICATEURS

NOMBRE DE JEUNES EN LIEN AVEC LES SERVICES APRES LEUR SORTIE DE L'ASE	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
SPRENE	44	72	60	72
APPRENTIS AUTEUIL	60	75	90	92
HOME DES FLANDRES	6	9	11	17
SOS VILLAGE ENFANTS	11	41	24	63
NOMBRE DE JEUNES AYANT UN PARCOURS STABLE				
SPRENE	31	46	50	43
APPRENTIS AUTEUIL	22	32	45	58
HOME DES FLANDRES	5	6	11	13
SOS VILLAGE ENFANTS	10	31	48	34

FICHE 9

EQUIPES MOBILES ET LIEUX DE VIE DEDIES A LA PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES D'ENFANTS DE L'ASE

RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les ruptures de prise en charge des jeunes en situation complexe et faciliter les continuités de parcours, apporter un soutien aux professionnels dans leur accompagnement	1 ^{er} janvier 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rapprochement avec l'ARS	Expérimentation d'un rapport de gestion commun et identification d'indicateurs de suivi et de résultat commun	Action poursuivie en 2023	CD59/ARS DOMS
Mise en place de 4 groupes de travail : <ul style="list-style-type: none"> PLAN DE TRAVAIL SATISFACTION RAPPORT DE GESTION MESURE D'IMPACT 	<p>1. PLAN DE TRAVAIL</p> <p>→ Harmonisation des pratiques : Débuté A/ <u>Nécessité d'harmoniser les documents</u> de pilotage et relatifs à l'accompagnement (document de bilan, document de cadrage, formalisation d'un PAP, questionner la place et le rôle de chacun dans une équipe mobile [ES / IDE / TS / CSE...]).</p> <p>B/ <u>Nécessité de réaliser des évaluations régulières eten fin de prise en charge.</u></p> <p>→ Articulations à mettre en place entre le sanitaire et le médico-social : Débuté Outils de travail commun ASE/ARS</p> <p>2. SATISFACTION DES PUBLICS : Réalisé</p> <p>Réalisation de 3 questionnaires de satisfaction à destination des bénéficiaires de l'accompagnement proposé par l'Equipe Mobile (Professionnels en MECS et ASSFAM / Jeunes et familles / Autoévaluation des Equipes mobiles)</p>	Janvier - avril 2022	La Sauvegarde du Nord AFEJI CD59 : Pôle Etablissements et Responsables de Pôle Enfance Famille Jeunesse des territoires
	3. RAPPORT DE GESTION COMMUN ASE/ARS : Réalisé		

4. MESURE D'IMPACTS :

- ⇒ Les réflexions du groupe se sont éloignées de l'objet du dispositif. L'évaluation de la couverture des besoins primaires du jeune a été évoquée.
- ⇒ Pour rappel les équipes mobiles ont été créées pour répondre à 3 objectifs : venir en appui aux professionnels ; poursuivre l'accompagnement du jeune au sein de sa structure et faciliter une continuité de parcours.

Une stagiaire étudiante en ingénierie des établissements sociaux réalise son stage dans l'objectif de réaliser une étude d'impact des équipes mobiles entre janvier et mai 2024. Les résultats seront consignés dans le rapport de stage.

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	2 208 756€	1 104 378€	1 104 378€
Montant réalisé 2023	1 919 187€	959 593 €	959 593€

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre d'équipes mobiles opérationnelles	2	3	3	3	3
Nombre d'enfants accompagnés	150	133	158	164	132 (au 30 novembre 2023)
Nombre de place de repli installée	0	13	5	3 : Métropole de Lille 0 : Flandres 2 : Sambre Avesnois	Réflexion en cours sur les places de répit : 0 métropole de LILLE mais organisation de répit/repli sous forme de mini séjours ; mobilisation PFS plus rarement Idem Flandres 2 : Sambre Avesnois (2 ass fam + organisation mini séjours)
Durée de prise en charge	2 mois	9 mois (suite COVID)	8 mois	7,3 mois	DTML/DTMRT : 6,7 mois DTF : 7,9 DTA/DTC : 11,5

ANNEXE 2

L'engagement du Département du Nord pour le Bassin minier, « territoire démonstrateur » de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté



BILAN FICHES ACTIONS 2023

Hauts-de-France
Département du Nord

FICHE 1

METTRE EN ŒUVRE, COORDONNER ET ANIMER UN RESEAU DE PREVENTION PRECOCE POUR L'APPRENTISSAGE DU LANGAGE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les situations de difficultés de langage en s'appuyant sur des actions de prévention précoce	1 ^{er} juillet 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rencontres partenariales	<p>> 3+3 <u>réunions du comité de suivi/ comité de pilotage</u> (constitués en 2020) en vue de l'organisation du 1er temps fort visant à sensibiliser les professionnels à la problématique des troubles du langage (dresser le décor)</p> <p>> <u>1^{er} Temps fort</u> « Des mots pour se dire, des mots pour grandir » en mode visioconférence (270 inscriptions / 210 connexions) Sensibilisation des professionnels de la petite enfance sur les réalités des troubles du langage et leur implication pour l'enfant et son entourage. Intervention de Mme Sophie Marinopoulos, psychologue-psychanalyste, spécialiste de l'enfance et de la famille et membre du comité national sur les 1 000 premiers jours. Coût de l'organisation : 35 816 € Visioconférence disponible via le lien suivant : https://youtu.be/4gGKbMhHfko?t=151</p>	<p>Janvier – mars 2021</p> <p>19 mai 2021</p> <p>Juin – décembre 2021</p>	<p>Professionnels PMI des 3 territoires concernés (Valenciennois, Douaisis, et sud de la Métropole Lilloise), Administrations publiques, Education nationale, Associations de professionnels de santé (URPS Médecins Libéraux, URPS Orthoptistes, Fédération des Maisons de Santé Pluridisciplinaires) Experts scientifiques, Structures de soins et d'accueil d'enfants, Association de parents et d'aide à la Parentalité.</p> <p>Institut Lillois d'ingénierie de la santé</p>
Consolidation d'un diagnostic et d'une stratégie de prévention	<p>> 4+3 <u>réunions du Comité de suivi /comité de pilotage</u> en vue de l'organisation du 2ème temps fort « Des mots pour se dire, des mots pour grandir : comment faire réseau ? » visant un partage d'expériences, une meilleure connaissance des ressources existantes et une identification des axes de progrès pour définir les actions futures.</p> <p>Report de date initialement fixée au 2 décembre au 3 février 2022</p>	<p>Décembre 2021</p>	

<p>Poursuite de la démarche réseau</p>	<p><i>Pour l'année scolaire 2020/2021, la part des enfants avec un trouble du langage dépisté (profil 3 ERTL4 avec au moins une conclusion renseignée ou une orientation) est de 12 % (542/4 529 enfants examinés).</i></p> <p>> <u>Organisation d'un second Temps Fort</u>. Demi-journée destinée au partage d'expériences, à l'aperçu de l'existant, à la présentation d'outils de stimulation.</p> <p>Visioconférence disponible via : https://www.youtube.com/watch?v=CLD7I0_j8vg</p>	<p>3 février 2022</p>	
<p>Pour aller plus loin en réseau</p>	<p>> Démarrage du projet de <u>réalisation du livre blanc</u> en vue de la proposition et la mise en œuvre d'une stratégie de prévention précoce des troubles du langage : compte rendu des deux temps forts et identification des champs d'actions prioritaires.</p> <p>Cette ressource documentaire a pour but d'apporter une réponse claire, structurée et facile à lire afin de « mieux agir ensemble ! ».</p> <p>→ <u>Recrutement d'un stagiaire</u> étudiant en master management ingénierie de la santé, parcours coordination des trajectoires de santé.</p> <p>Ses missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser une étude bibliographique pertinente sur le sujet - Participer à la finalisation et l'exploitation du travail en cours (<i>enregistrement du 1er temps fort ; organisation du 2ème temps fort prévu en février 2022</i>); - Collecter d'autres éléments (<i>identification des personnes ressources, prise de contact, rédaction des guides d'entretien</i>); - Rédiger le livre blanc. <p><i>Pour l'année scolaire 2021/2022, la part des enfants avec un trouble du langage dépisté (profil 3 ERTL4 avec au moins une conclusion renseignée ou une orientation) est de 12% (526/4 308 enfants examinés).</i></p>	<p>01/02/2022 au 05/08/2022</p>	
<p>Action reconduite en 2023</p>	<p>> <u>Réunion du Comité de Suivi</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rappel de l'action et de ses objectifs - Point sur la mise en œuvre de l'action - Echanges sur l'avancée et le devenir du projet <p>> <u>Accueil d'un Docteur Junior</u> au sein du PPS du Valenciennois.</p> <p>Mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retranscription des entretiens réalisés par la stagiaire - Finalisation du Livre Blanc 	<p>03/07/2023</p> <p>Du 02/11/2023 Au 30/04/2024</p>	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2023	70 000 €	35 000 €	35 000 €	
Montant réalisé 2023	70 000 €	35 000 €	35 000 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
% d'enfants vus en BSEM dépistés avec troubles du langage	8,4	10,1	12	12	10,3
Nombre de réunions d'information / sensibilisation organisées	/	2	1	1	1
Nombre de professionnels mobilisés sur le territoire	/	ND	214	175	/

FICHE 2

MIEUX GARANTIR LE DROIT A LA SANTE DES ENFANTS



RESUME DU PROJET (FICHE 2)

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Améliorer le droit à la santé des enfants du territoire du Bassin minier	1 ^{er} juillet 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Mise en place d'une procédure de suivi et d'accompagnement des familles post Bilan de 4 ans	<ul style="list-style-type: none"> > En lien avec les comités de pilotage <ul style="list-style-type: none"> - finalisation du logiciel et des documents nécessaires pour le démarrage du projet - présentation de la démarche auprès des équipes infirmières par DT > Lancement du dispositif le 8 Mars sur les 3 territoires avec ajustements en continu : <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition des équipes du KIT d'information BSEM/APESAL - Travail sur l'envoi des données de l'APESAL vers la PMI (retour suivi infirmier mensuel aux professionnels et responsables PMI) - signature d'un avenant à la convention Département – APESAL pour la mise en œuvre de la cellule de suivi > Evaluation intermédiaire de l'impact du dispositif à moyen terme <ul style="list-style-type: none"> - 449 enfants à suivre pour 585 dossiers anomalies - Sur 195 dossiers clôturés, 143 anomalies confirmées (73%). >Reprise du dispositif à la rentrée scolaire pour fonctionner sur une année complète > Travail APESAL sur une cartographie des professionnels de santé/ structures relais par territoire du bassin minier pour l'orientation et l'accompagnement des familles : 185 Dentistes - 66 Ophtalmologues - 78 Orthophonistes - 21 ORL 	<ul style="list-style-type: none"> Janvier au mars 2021 Mars – Juillet 2021 Septembre 2021 Octobre – décembre 2021 Action poursuivie en 2023 	<ul style="list-style-type: none"> APESAL Sté PRAGMAE DTV/DAPMI/DSI

	Travail sur les indicateurs de pilotage		
	Accompagnement des professionnels infirmiers au long de l'année Point étape SPMI /DAPMI et recueil des observations/point sue les retours d'orientations.	27/01/2022	
	Demande de renouvellement de la convention par APESAL en Juillet 2022 pour une signature au 17/10/2022	Juin à Oct 2022	
	Point d'étape APESAL/DAPMI/SPMI depuis le déploiement du dispositif : état des lieux des orientations, recueil des observations, pistes d'amélioration	03/11/2022	
	Travail en partenariat avec la DSI Groupe de travail APESAL/DAPMI/SPMI/DSI / Pragméa (prestataire informatique d'APESAL) pour résolution et réajustement des problèmes inhérents aux envois des données via le logiciel Horus	09/11/2022	
	Au 10/01/2023 2205 dossiers anomalies ont pu bénéficier d'un accompagnement Apesal depuis sa mise en place le 08/03/2021	Action poursuivie en 2023	
	Découpage sur 3 années scolaires ➤ 2020 2021 incomplète 635 anomalies ➤ 2021 2022 complète 1935 anomalies ➤ 2022 2023 en cours 694 anomalies		
	Point étape APESAL/DAPMI/Infirmier.e.s Point étape et recueil des besoins et observations	31/01/2023	
	Extension de l'action de l'association APESAL à l'Avesnois et au Cambrésis pour l'année scolaire 2023-2024 dans le cadre du contrat départemental prévention protection de l'enfance 2023	Septembre 2023	
	Point étape APESAL/DAPMI/Infirmier.e.s Point étape et recueil des besoins et observations	26/01/2024	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F2)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	140 000 €	70 000 €	70 000 €
Montant réalisé 2023	140 000 €	70 000 €	70 000 €

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021 (du 1er mars au 23 novembre 2021)	BILAN 2021 2022	BILAN 2022 2023
% d'enfants dépistés en BSEM avec anomalies à suivre	31,5	42,4 %	Horus pour 2022 :42,6%	40%
Nombre de familles faisant l'objet d'un accompagnement	ND	662	Données extraites d'Horus :1886 BSEM avec au moins une orientation. Données fournies par APESAL :1950 orientations pour 1496 enfants Donc 79% des enfants ayant au moins une orientation suite au BSEM a bénéficié d'un suivi par APESAL	Données extraites d'Horus :1861 BSEM avec au moins une orientation. Données fournies par APESAL :2021 orientations pour 1532 enfants Donc 82% des enfants ayant au moins une orientation suite au BSEM a bénéficié d'un suivi par APESAL
% Types d'anomalies suivies	/	Visuelles : 40 % Langage : 32 % Auditives : 15 % Dentaires : 13 %	Sur les 1950 orientations : Vision : 39% Langage : 35% Audition :17% Dentaire :10%	Sur les 2021 orientations : Vision : 43% Langage : 32% Audition :16% Dentaire :9%
% Types de professionnels de santé sollicités	1/ Spécialistes : 90 2/ Médecin traitant : 7 3/ Psy PMI : 2 4/ CMP : 1	/	Non renseigné	Non renseigné
% retour sur prise en charge effectives suites au BSEM (valeur prédictive positive du dépistage BSEM)	11,3	66 %	Données extraites d'Horus 63% Données fournies par APESAL 69%	Chiffrage évolutif en fonction des retours des familles et de la complétude dans Horus (année 2022/2023 non clôturée) Données extraites d'Horus 50% Données fournies par APESAL 70%

ELEMENTS DE BILAN COMPLEMENTAIRES / PERSPECTIVES

L'action APESAL se poursuit. Elle rencontre une bonne adhésion des professionnels et des familles : 82% des enfants ayant eu un dépistage positif au BSEM entrent dans le dispositif d'accompagnement d'APESAL. De plus, l'action montre un bon taux de suivi des troubles dépistés avec 85 % des anomalies (année scolaire 2021/2022 clôturée) pour lesquelles un retour d'information a été fait suite à un rendez-vous chez un professionnel de santé. Par ailleurs, l'action permet d'obtenir des informations sur la qualité du dépistage réalisé par les professionnels de PMI, avec 69% des anomalies dépistées confirmées secondairement par un professionnel de santé. Les perspectives sont de pouvoir étendre ce dispositif au niveau départemental afin de mobiliser et accompagner les familles dans l'accès au soin pour leurs enfants.

FICHE 3

DEVELOPPER LA MOBILISATION DES INTERNATS SCOLAIRES COMME OUTIL DE PREVENTION



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Soutenir les jeunes dans leur parcours de formation	1 ^{er} juillet 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Déploiement du dispositif	<p>Pédagogie autour du dispositif à destination des professionnels de territoire avec mise à disposition d'une boîte à outils et accompagnement à l'appropriation du dispositif.</p> <p>Développement d'une communication vers l'interne et vers l'externe pour mobiliser le dispositif</p>	Janvier – décembre 2022	<p>UTPAS et PEFJ à l'interne, Centres sociaux</p> <p>Postes ALSES, Clubs de prévention</p> <p>Techniciens d'Interventions Sociales et Familiales (TISF), Equipe de réussite éducative (ERE)...</p>
Pilotage	Collecte, Traitement, analyse et fiabilisation des données collectées	De janvier à octobre 2022	Département du Nord (PPGB)
Outillage	Réflexion menée sur une cartographie de l'offre en internats sur l'académie de Lille	De Janvier 2022 à Mai 2022	Rectorat de Lille et DSDEN
	Mise à jour et diffusion du référentiel de prise en charge et d'accompagnement en interne et en externe	De Juin 2021 à Aout 2022	PEFJ, Opérateurs de mesures à domicile , UTPAS
Communication	Communication institutionnelle (identification d'expériences positives pour réaliser des interviews, actualisation page froide...) partenariale et grand public.	De Juin 2021 à Septembre 2022	DIRCOM, UTPAS, Opérateurs de mesures à domicile
Actions menées en complémentarité de la démarche	Rapprochement avec la Région des Hauts de France notamment du Pôle Education Lycées (Politiques Educatives, Fonctionnement des établissements, mission Proch'orientation, Direction Equipements patrimoine Lycées) en vue d'intégrer la Charte régionale des internats les objectifs poursuivis étant convergents à ceux du Département.	De mai 2021 à Décembre 2022	Région des Hauts de France
	Rapprochement avec l'Education nationale suite à la signature de la convention liant le collège de la Chasse royale à l'Education	De mai 2021 à août 2022	Education Nationale

	Nationale et au Département, dans le cadre de l'ouverture d'un internat d'excellence en septembre 2022 (40 nouvelles places créées : 20 places filles, 20 places garçons).		
	Rapprochement avec le CIO du Valenciennois afin de co-construire un outil interactif recensant les structures avec leurs typologies.	De Décembre 2021 à décembre 2022.	CIO Valenciennois
Organisation d'une gouvernance	Définition du rôle du Comité de pilotage. Identification des acteurs participants au comité de pilotage. Programmation d'un COPIL Bassin minier.	De Novembre 2021 à janvier 2022.	Education Nationale, Région, Département (DGASol et DGAST)
	RDV politique entre le Département et la Région en vue d'aborder notamment les problématiques des transports régionaux pour les jeunes fréquentant les internats scolaires.	mars 2022	Département / Région / Education nationale
Evaluation du dispositif	Mise en place d'un cadre d'évaluation ex post afin de mesurer l'impact du dispositif sur la durée du conventionnement , à chaque fin de période scolaire.	Action renouvelée en 2023	DGASol, DGAST

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F3)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	203 000 €	43 000 €	160 000 €
Montant réalisé 2023	181 745 €	43 000 €	138 745 €

INDICATEURS

INDICATEURS	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de jeunes bénéficiaires sur le Bassin Minier <i>Dont Valenciennois</i> <i>Dont Douaisis</i> <i>(2 UT de la métropole lilloise manquantes)</i>	51 suivis contre 25 attendus 29 22	49 accompagnements 32 17	65 suivis contre 50 attendus 42 23 L'absence de remontées de données (=2UTPAS)	105 suivis 58 47
Durée d'accompagnement	3 mois	Moyenne de 10 mois (soit 1 année scolaire)	Moyenne de 10 mois (soit 1 année scolaire)	Moyenne de 10 mois (soit 1 année scolaire)
Nombre de jeunes bénéficiaires dont l'aide a été reconduite <i>Dont Valenciennois</i> <i>Dont Douaisis</i>	10 bénéficiaires 3 7 (soit 20% des jeunes)	25 bénéficiaires 17 8 (soit 51% des jeunes)	20 bénéficiaires 14 6 (soit 31%, des jeunes)	32 bénéficiaires 17 15 (soit 30%, des jeunes)

FICHE 4 RENFORCER LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Favoriser l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA en s'appuyant sur la clause d'insertion	1 ^{er} juillet 2019	4 ANS

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Renforcement de la clause d'insertion sur le valenciennois et le Douaisis	2 chargés d'appui pour le Douaisis et le Valenciennois ont été recrutés pour promouvoir les profils d'allocataires du RSA auprès des entreprises adjudicataires et coordonner les actions territoriales en lien avec les partenaires (PLIE, EPCI, ETAT, Bailleurs, Entreprises) Ils assurent le suivi des opérations clauses, la mise en place d'actions de mobilisation, de découverte des métiers, et des actions de recrutement.	opérationnel	Facilitateurs CAPH et CAVM Etat, Région, Centres de formation Bailleurs, Pôle Emploi, mission locales, CCAS Les EPCI, les employeurs

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	80 000 €	40 000 €	40 000 €
Montant réalisé 2023	75 369 €	40 000 €	35 369 €

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	OBJECTIF 2022	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre d'allocataires du RSA recrutés	0	13	75 23 (DT Douai) 52 (DT Valenciennes)	100	Nbre de marchés clausés : 45 Nbre d'heures prévues : 199 101 Nbre d'heures réalisées : 214 681 Conversion ETP (1 ETP =1607h) : 133	Nbre d'heures prévues : 259 605 Nbre d'heures réalisées : 341 839 Nbre d'heures réalisées ARSA : 96 992 Nbre d'ARSA recrutés : 109

De 2019 à 2023, 26 marchés pour la phase Nord du projet (Douaisis, Valenciennois) ont été conclus.

La majorité des contrats signés concernent les métiers de la préparation du gros œuvre et des travaux publics, maçonnerie et construction en béton, montage d'agencements, nettoyage de locaux, construction de routes et voies. En cohérence avec la nature des opérations, la grande majorité des métiers relèvent du secteur du BTP.

(Source : Coordinateur régional clauses sociales MELT Lys Tourcoing)

En particulier, pour le territoire de la CCO :

- Les heures d'insertion ont été majoritairement réalisés via les travaux de réhabilitation de logements et de résidentialisation du parc locatif
- Les clauses d'insertion ont principalement bénéficié à un public masculin (plus de 80%)
- Les publics concernés étaient pour : 1/3 des allocataires du RSA, 1/3 des personnes issues des quartiers politique de la ville
- Les jeunes de moins de 26 ans représentent moins de 20 % des personnes positionnées et les plus de 50 ans, 10% environ.

Les supports de poste sont principalement des CDDI, CDD et contrats d'interim. A noter que les CDI représentent environ 10% des postes

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	120 000 €	60 000 €	60 000 €
Montant réalisé 2023	178 240 €	60 000 €	118 240 €

INDICATEURS

	2019 BILAN	2020 BILAN	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre de personnes accompagnées	/	14	129	188	542
Nombre d'actions de formation réalisées (bénéficiaires)	/	0	ND	ND	ND
Nombre de solutions mises en œuvre (bénéficiaires)	/	17	261	ND	ND
Nombre de partenaires prescripteurs formés	/	35	19	ND	ND
Nombre de jours de mises à disposition de véhicules	/	0	447	ND	ND

FICHE 6

DEVELOPPER UNE MISSION ENTREPRISE (DYNAMISATION DES CIE)



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Favoriser l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA en s'appuyant sur le CIE Bassin Minier	Juillet	6 mois

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
<p>Renforcer la promotion du CIE Bassin minier en direction des entreprises pour le recrutement des allocataires du RSA des territoires du Douaisis et du Valenciennois</p> <p>Budget de 25 000 euros</p>	<p>Nouveau : Signature de la CAOM 2023 pour une première tranche de 1000 CIE Bassin Minier (Maxi 1200).</p> <p>Compte-tenu des objectifs, il a été demandé de renforcer la prospection des entreprises des 2 bassins concernés et faire la promotion des profils d'allocataires.</p> <p>A ce titre, un renfort de chargé de mission Entreprises est en cours de recrutement jusque fin d'année.</p>	Opérationnalité	Etat, Pôle emploi

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	25 000 €	12 500 €	12 500 €
Montant réalisé 2023	33 241 €	12 500 €	20 741 €

INDICATEURS

	BILAN 2023
Nombre de CIE Bassin minier à signer	1 000 Réalisés en 2023 : 584
Prospection entreprises du renfort	367
Nombre d'actions collectives en direction des entreprises	35

L'offre de services aux entreprises s'est largement renforcée avec 2322 entreprises partenaires mobilisées notamment dans le cadre des Contrats Initiative Emploi classique (332 contrats CIE classiques signés au 31 décembre 2023) ou CIE bassin Minier (584 contrats CIE ERBM signés au 31 décembre 2023). Par ailleurs, le Département du Nord renforce ses collaborations avec les entreprises « grands comptes » qui recrutent. La signature de conventions partenariales et la mise en place de SAAS préparatoire aux métiers et secteurs en tension comme avec Toyota, Stellantis, Burger King, Renault, Amazon viennent renforcer notre stratégie.

FICHE 7

CREER UNE EQUIPE MOBILE DANS LE BASSIN MINIER DEDIEE A LA PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES D'ENFANTS DE L'ASE



RESUME DU PROJET

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les ruptures de prise en charge des jeunes en situation complexe et faciliter les continuités de parcours	1 ^{er} juillet 2019	5 ans

BILAN 2023

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rapprochement avec l'ARS	Réalisé : Expérimentation d'un rapport de gestion commun et identification d'indicateurs de suivi et de résultat commun.	Mars – avril 2022	CD59/ARS DOMS
Mise en place de 4 groupes de travail : <ul style="list-style-type: none"> PLAN DE TRAVAIL SATISFACTION RAPPORT DE GESTION MESURE D'IMPACT 	<p>1. PLAN DE TRAVAIL</p> <p>→ Harmonisation des pratiques : Débuté</p> <p>A/ Nécessité d'harmoniser les documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> de pilotage relatifs à l'accompagnement (document de bilan, document de cadrage, formalisation d'un PAP, questionner la place et le rôle de chacun dans une équipe mobile [ES / IDE / TS / CSE...]). <p>B/ Nécessité de réaliser des évaluations régulières et en fin de prise en charge.</p> <p>→ Articulations à mettre en place entre le sanitaire et le médico-social : Débuté</p> <ul style="list-style-type: none"> Outils de travail commun ASE/ARS 	Action reconduite en 2023	Equipes mobiles La Sauvegarde du Nord AFEJI CD59 : Pôle Etablissements et Responsables de Pôle Enfance Famille Jeunesse des territoires
	<p>2. SATISFACTION DES PUBLICS : Réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation de 3 questionnaires de satisfaction à destination des bénéficiaires de l'accompagnement proposé par l'Equipe Mobile (Professionnels en MECS et ASSFAM / Jeunes et familles / Autoévaluation des Equipes mobiles) 		

3. RAPPORT DE GESTION COMMUN ASE/ARS : Réalisé

4. MESURE D'IMPACTS :

- ⇒ Les réflexions du groupe se sont éloignées de l'objet du dispositif. L'évaluation de la couverture des besoins primaires du jeune a été évoquée.
- ⇒ Pour rappel les équipes mobiles ont été créées pour répondre à 3 objectifs : venir en appui aux professionnels ; poursuivre l'accompagnement du jeune au sein de sa structure et faciliter une continuité de parcours.
- ⇒ Une stagiaire étudiante en ingénierie des établissements sociaux réalise son stage dans l'objectif de réaliser une étude d'impact des équipes mobiles entre janvier et mai 2024. Les résultats seront consignés dans le rapport de stage.

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F6)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2023	1 200 616 €	239 500 €	961 116 €
Montant réalisé 2023	1 201 429 €	239 500 €	961 929 €

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022	BILAN 2023
Nombre d'équipes mobiles opérationnelles	0	1	1	1	1
Nombre d'enfants accompagnés	20	39	83	96	95 au 30 novembre
Nombre de place de repli installées	0	2	3	3	3
Nombre de replis réalisés	0	0	33	0	-
Durée de prise en charge	2 mois (Création des équipes en octobre 2019)	9 mois (suite COVID)	6,3 mois	11 mois	9,8

ANNEXE 3
BILAN 2023 Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté
DEPARTEMENT DU NORD

Intitulé		Montant 2023	
		Prévu	Réalisé
Fiche 1.1	Insertion des ARSA/ Garantie d'activité	14 189 881 €	15 101 344 €
Fiche 1.2 à 1.4	Insertion des jeunes	4 053 194 €	4 117 800 €
Fiche 2	Résorption des freins à l'emploi	1 645 896 €	1 598 193 €
Fiche 3	Formation des travailleurs sociaux	40 000 €	40 000 €
Fiche 4	Premier accueil social inconditionnel de proximité (PASIP)	25 000 €	25 000 €
Fiche 5	Mettre en place des maraudes mixtes Etat/ASE	203 158 €	203 158 €
Fiche 6	Prévention spécialisée	1 560 000 €	1 560 000 €
Fiche 7	Maisons des parents	800 000 €	800 000 €
Fiche 8	Proposer à chaque jeune majeur issu de l'ASE un accompagnement	2 576 243 €	2 660 743 €
Fiche 9	Equipes mobiles et lieux de vie dédiés à la prise en charge des situations complexes d'enfants de l'ASE	2 208 756 €	1 919 187 €
TOTAL		27 302 128 €	28 025 425 €

BILAN 2023 Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté
Bassin minier Nord-Pas-de-Calais territoire démonstrateur
DEPARTEMENT DU NORD

Fiche 1	Mettre en œuvre, coordonner et et animer un réseau de prévention précoce pour l'apprentissage du langage (axe 2)	70 000 €	70 000 €
Fiche 2	Mieux garantir le droit à la santé des enfants (axe 2)	140 000 €	140 000 €
Fiche 3	Développer la mobilisation des internats scolaires comme outil de prévention (axe 2)	203 000 €	181 745 €
Fiche 4	Renforcer la clause sociale d'insertion (axe 1)	80 000 €	75 369 €
Fiche 5	Développer une plate-forme « mobilité inclusive » (axe 1)	120 000 €	178 240 €
Fiche 6	Développer une mission entreprise (dynamisation des CIE) (axe 1)	25 000 €	33 241 €
Fiche 7	Créer une équipe mobile pour le bassin minier dédiée à la prise en charge des situations complexes d'enfants de l'ASE (axe 2)	1 200 616 €	1 201 429 €
TOTAL		1 838 616 €	1 880 024 €

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 26 mars 2024

OBJET : Bilan 2023 de la contractualisation au titre de la prévention et de la lutte contre la pauvreté

Par délibération du 17 décembre 2018 (DGASOL/2018/248), le Département du Nord s'est engagé, aux côtés de l'Etat, dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté par la signature d'une Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE) visant à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux, notamment dans les domaines de l'emploi et de la protection de la famille et de l'enfance.

Couvrant l'ensemble du territoire départemental, cette convention a été enrichie d'une contractualisation spécifique pour soutenir le déploiement d'actions sur le territoire du renouveau du bassin minier (ERBM).

Cette convention s'est déployée sur une période de trois ans de 2019 à 2021. Elle a été prolongée en 2022 puis 2023. Au cours de la période, la participation de l'Etat a sensiblement augmenté passant de 4,1 M€ en 2019 € à 13,7 M€ en 2023.

Le présent rapport a pour objectif de dresser le bilan d'exécution des actions mises en œuvre sur l'année 2023 par le biais de :

- la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (annexe 1) ;
- l'engagement du Département pour le Bassin Minier « territoire démonstrateur » de la Stratégie Nationale (annexe 2) ;
- le tableau financier des actions réalisées (annexe 3).

L'ensemble des actions conventionnées ont été engagées et ont fait l'objet d'une évaluation partagée entre les services du Département et de l'Etat au travers du suivi d'indicateurs financiers et de résultat. Il en a été conclu un bilan positif aussi bien en termes quantitatifs que qualitatifs.

Ce dernier bilan du conventionnement avec l'Etat au titre de la stratégie de lutte contre la pauvreté 2019-2023 revêt une importance particulière à l'heure où s'en négocie la poursuite dans le cadre du Pacte Local des Solidarités 2024-2027.

Structuré autour de deux piliers que sont l'Emploi et les Solidarités, ce pacte bénéficiera a minima d'une enveloppe de 14,9 M€, l'enveloppe dédiée à l'élargissement des expérimentations pour un accompagnement renoué des allocataires du RSA n'étant pas connue à ce jour.

Il sera soumis à l'adoption du Conseil départemental au mois de mai.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le rapport d'exécution 2023 de la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi ;
- de m'autoriser à le transmettre à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord.

Christian POIRET
Président du Département du Nord